

ACTION URGENTE

LA SUÈDE ET LE DANEMARK ONT RENVOYÉ DE FORCE 26 IRAKIENS

Le 19 janvier, la police suédoise a confirmé que la Suède avait renvoyé de force 20 Irakiens à Bagdad sur un vol charter affrété par les autorités danoises, qui ont renvoyé quant à elles six ressortissants irakiens. Amnesty International considère que la vie de ces personnes pourrait être réellement en danger en Irak.

Amnesty International estime qu'il est risqué de renvoyer qui que ce soit vers les provinces de Ninawa (Mossoul), Kirkouk, Diyala, Salah ad Din et Bagdad, ainsi que dans d'autres régions particulièrement dangereuses comme certaines parties de la province d'Al Anbar. Toute personne risquant d'être renvoyée dans ces provinces, quelles que soient ses origines, doit se voir accorder l'asile ou d'autres formes de protection. Les graves dangers qui règnent dans ces régions, tels que les menaces qui pèsent sans discrimination sur la vie, l'intégrité physique ou la liberté personnelle et résultent d'actes de violence ou d'événements qui troublent gravement l'ordre public, sont des motifs valables de protection internationale.

Contrairement à ce que préconisent les directives explicites du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), les autorités suédoises, danoises, néerlandaises, norvégiennes et britanniques continuent de renvoyer de force des Irakiens dont les demandes d'asile ont été rejetées, au motif que la situation dans leur pays d'origine est « suffisamment sûre ». Le HCR a maintes fois réitéré son objection à ce que des États européens procèdent à des renvois forcés.

Des représentants de cette instance auraient rencontré plusieurs personnes expulsées le 19 janvier par la Suède et le Danemark et ont également exprimé leurs inquiétudes quant à la pratique des renvois forcés en Irak.

Amnesty International continue à suivre les renvois forcés en Irak depuis l'Europe. Dans ce cas précis, l'action engagée par les militants a été infructueuse et les autorités suédoises ont poursuivi leur politique malgré tous les appels reçus. Cependant, nous espérons que les futures actions qui seront entreprises par le Réseau Actions urgentes contribueront à ce qu'il soit mis fin aux renvois forcés en Irak.

Aucune action complémentaire n'est requise pour l'instant de la part du Réseau Actions urgentes. Un grand merci à toutes les personnes qui ont participé à cette action.

Ceci est la première mise à jour de l'AU 6/11. Pour en savoir plus : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/EUR42/001/2011/fr>.



ACTION URGENTE

LA SUÈDE ET LE DANEMARK ONT RENVOYÉ DE FORCE 26 IRAKIENS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Aux termes de leur législation nationale et du droit international, notamment de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, de la Convention contre la torture et de la Convention européenne des droits de l'homme, la Suède et le Danemark sont tenus de ne pas renvoyer des personnes dans un pays où elles risqueraient d'être soumises à la torture ou à d'autres graves atteintes aux droits humains, comme des menaces touchant leur vie, leur intégrité physique ou leur liberté et découlant de la violence généralisée.

En avril 2010, Amnesty International a publié un rapport (*Irak. Des civils pris pour cible*, MDE 14/002/2010, <http://www.amnesty.org/fr/library/info/MDE14/002/2010/fr>) mettant en évidence les risques encourus par les personnes renvoyées en Irak contre leur gré, qui sont parmi les plus susceptibles d'être visées par des actes de violence.

Au moins cinq pays européens – la Norvège, la Suède, le Danemark, le Royaume-Uni et les Pays-Bas – ont renvoyé de force des centaines d'Irakiens dont les demandes d'asile avaient été rejetées depuis 2009. Rien qu'au cours du mois de septembre 2010, plus de 150 personnes ont été expulsées vers l'Irak par ces cinq pays. Beaucoup de ces expulsions ont été effectuées en violation des directives émises par le HCR en avril 2009 (et réitérées à maintes reprises, notamment en septembre 2010) qui recensent les régions particulièrement dangereuses d'Irak où personne ne doit être renvoyé de force, à savoir les provinces de Ninawa (Mossoul), Kirkouk, Salah ad Din, Diyala et Bagdad. Le HCR a également déclaré qu'aucun renvoi forcé vers d'autres régions d'Irak ne devait intervenir sans qu'une évaluation individuelle n'indique qu'il pourrait se dérouler en toute sécurité.

En Irak, chaque mois, des centaines de civils sont tués ou mutilés, même s'ils sont moins nombreux à trouver la mort depuis 2008. Les auteurs de ces atteintes aux droits humains sont des membres de groupes armés, de milices, des forces de sécurité ou de tribus. La récente publication par l'organisation Wikileaks de dossiers confidentiels du gouvernement américain ayant trait à la situation en Irak a démontré une fois encore que les civils étaient les principales victimes des violences actuelles.

Dans la pratique, le nombre de réfugiés irakiens demandant l'asile dans des pays européens est relativement faible par rapport au nombre de ceux qui résident actuellement dans des États voisins de l'Irak. La Syrie accueille de loin le plus grand nombre de réfugiés irakiens. Viennent ensuite la Jordanie et d'autres États du Moyen-Orient. Amnesty International craint que la multiplication des renvois forcés depuis la Suède, le Danemark et d'autres États européens ne donne un très mauvais exemple à ces pays du Moyen-Orient, dont les ressources subissent une pression importante en raison de l'afflux de personnes fuyant l'Irak, et ne contribue à un affaiblissement global du système international de protection des réfugiés.

Pour en savoir plus sur les préoccupations d'Amnesty International concernant les renvois forcés en Irak, lisez la déclaration publique du 10 novembre 2010 (*European states must stop forced returns to Iraq*, EUR 01/028/2010, <http://www.amnesty.org/en/library/info/EUR01/028/2010/en> – en anglais).

Informations complémentaires sur l'AU 6/11, EUR 42/002/2011, 26 janvier 2011

AMNESTY
INTERNATIONAL

